

## PREFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

Direction des relations avec les collectivités locales  
Bureau de l'environnement

Annecy, le 10 juillet 2009

### LE SECRETAIRE GENERAL CHARGE DE L'ADMINISTRATION DE L'ETAT DANS LE DEPARTEMENT

Arrêté n° 2009.2028

**VU** le code de l'environnement, et notamment son article L 514-2,

**VU** le décret du Président de la République en date du 18 juillet 2007 portant nomination de M. Michel BILAUD en qualité de Préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** le décret du 17 mars 2008 portant nomination de M. Jean-François RAFFY en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Savoie ;

**VU** la circulaire NOR.INT.A.04.00072.C du 10 juin 2004 relative à la suppléance et à l'intérim des fonctions préfectorales ;

**VU** le décret du 2 juin 2009 portant admission de M. le Préfet Michel BILAUD à la retraite à compter du 1er juillet 2009 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 2921,

**VU** l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2921 installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air,

**CONSIDERANT** que la société Thonon Industrial Metallurgy Company (TIMCO) exploite, sur le territoire de la commune de Thonon les bains, une tour de refroidissement relevant de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées, sans avoir déclaré cette installation ou sans bénéficier d'une autorisation préfectorale, selon les dispositions de l'article L.512-1 du code de l'environnement,

**CONSIDERANT** que la société Thonon Industrial Metallurgy Company (TIMCO) exploite une tour de refroidissement sans respecter les obligations résultant de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 correspondant,

**CONSIDERANT** qu'il convient que la société TIMCO précise le régime administratif et régularise sa situation en déposant en préfecture, selon le cas, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter ou une déclaration,

CONSIDERANT qu'il convient que la société TIMCO précise le régime administratif et régularise sa situation en déposant en préfecture, selon le cas, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter ou une déclaration,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire que la société TIMCO applique les mesures de prévention du risque de dispersion de legionella en respectant l'ensemble des prescriptions édictées par l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 qui s'applique à son installation,

VU le rapport de monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Rhône-Alpes en date du 19 juin 2009,

SUR la proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

La société TIMCO, dont le siège social est établi au 7, avenue des Genévriers à Thonon les bains (74200), est mise en demeure de préciser à l'inspecteur des installations classées les caractéristiques de la tour de refroidissement qu'elle exploite à la même adresse, afin de déterminer son régime administratif, et ce dans un délai de 15 jours suivant la notification du présent arrêté.

Selon le régime administratif ainsi déterminé, la société TIMCO devra déclarer en préfecture cette tour si elle relève de la déclaration (dans un délai de 3 semaines suivant la notification du présent arrêté), ou bien déposer une demande d'autorisation si elle relève de l'autorisation préfectorale (dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté).

### **ARTICLE 2**

La société TIMCO est mise en demeure de faire réaliser un prélèvement et une analyse des legionella, telle que prévue à l'article 8.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 (régime d'autorisation), ou de l'article 6.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 (régime de déclaration), et ce dans un délai de 15 jours suivant la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 3**

La société TIMCO est mise en demeure de mettre en œuvre l'ensemble des dispositions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 qui s'applique à son installation, et ce dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 4**

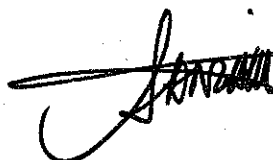
Si à l'expiration du délai fixé aux articles 1<sup>er</sup> à 3 la mise en demeure n'a pas été respectée, il sera fait application des sanctions prévues à l'article L514-1 du code de l'environnement.

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

- monsieur le maire de Thonon les bains
- monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

Pour ampliation,  
l'adjoint au chef de bureau,

Le Secrétaire Général chargé de  
l'administration de l'Etat dans le Département,



Enza SANZARI



*Signé* Jean-François RAFFY

